



Financé par l'Union Européenne

SEARCH
FOR **COMMON**
GROUND

La confiance dans les autorités – la clé de la réussite du déploiement du vaccin contre le COVID-19 dans les zones de conflit

Introduction

La pandémie de COVID-19 a entraîné d'énormes défis en termes de réponse sanitaire, d'impacts socio-économiques et de partage d'informations. Les communautés affectées par des conflits sont confrontées à des obstacles additionnels pour maintenir la stabilité durant cette période. Afin d'atténuer les influences réciproques de la dynamique des conflits et de la réponse au COVID-19, Search for Common Ground (Search) s'est associé à l'Union Européenne pour produire des rapports de recherche trimestriels sur des thématiques transversales rencontrées dans les pays touchés par des conflits. Chaque rapport comprend des recommandations concrètes pour maintenir la crédibilité des efforts de réponse à la pandémie, minimiser les effets négatifs de celle-ci sur la dynamique des conflits et identifier les opportunités de collaboration.¹ Ce premier rapport thématique explore l'évolution de la confiance dans les autorités gouvernementales dans le contexte d'une pandémie et dans les sociétés touchées par un conflit, y compris les causes et les conséquences potentielles de la méfiance et son impact potentiel sur le déploiement futur d'un vaccin contre le COVID-19 dans les zones touchées par un conflit.²

Comprendre la confiance/méfiance dans les autorités gouvernementales durant une pandémie

Les gouvernements des pays touchés par les conflits s'efforcent à trouver un équilibre entre l'endigement de la propagation du COVID-19 et l'imposition de restrictions et protocoles liés à la pandémie, tout en essayant d'éviter une grave détérioration économique ainsi que de faire face aux conflits en cours et aux autres crises qui en découlent. Cet équilibre nécessite une collaboration efficace entre les divers acteurs afin de garantir le succès des efforts de réponse au COVID-19, et la **confiance dans les autorités gouvernementales reste centrale pour assurer ce type de collaboration ainsi que pour susciter la légitimité et la confiance nécessaires aux efforts de réponse à la pandémie.**

Alors que le monde commence à se préparer au déploiement d'un vaccin, le niveau de confiance dans les gouvernements affectera leur capacité à effectuer ce déploiement de manière crédible et fiable dans les mois à venir. Dans les pays touchés par des conflits et dans lesquels Search met en œuvre des programmes de réponse à la pandémie, les citoyens manquent largement de confiance dans les efforts de réponse à la pandémie des autorités gouvernementales nationales. Cette méfiance à leur égard découle de divers problèmes, comme le montre le graphique 1 ci-dessous, au cœur desquels se trouvent la désinformation qui alimente les fausses informations et les perceptions erronées sur la pandémie,³ combinées à des systèmes de gouvernance et à une prestation de services déjà fragiles dans des secteurs de la santé, de l'humanitaire et du développement surchargés. Bien qu'il existe de nombreuses possibilités de relever ces défis, les **faibles taux de confiance actuels dans les gouvernements des pays touchés par des conflits sont préoccupants et pourraient compromettre l'acceptation du vaccin pourtant nécessaire pour atteindre l'immunité collective.**⁴

Pour citer ce rapport :

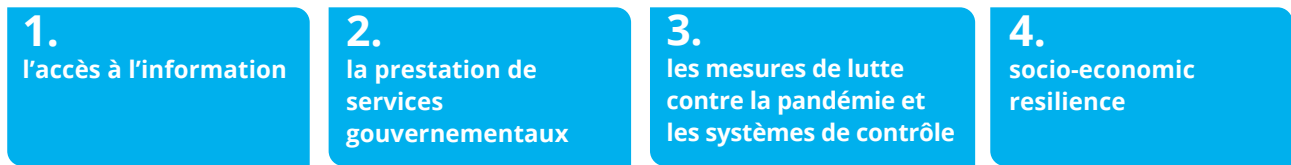
Search for Common Ground, La confiance dans les autorités – la clé de la réussite du déploiement du vaccin contre le COVID-19 dans les zones de conflit, janvier 2021.

* Cette publication a été réalisée avec le soutien financier de l'Union Européenne. Son contenu relève de la seule responsabilité de Search for Common Ground et ne reflète pas nécessairement les opinions de l'Union Européenne *.

1. Les données de cette série proviennent de six endroits d'Afrique et du Moyen-Orient, de septembre 2020 à septembre 2021. L'échantillon pour ces rapports comprend le Kenya, le Nigeria, la Palestine, la Tanzanie, l'Ouganda et le Yémen. Les rapports par pays sont accessibles sur le site internet de Search for Common Ground consacré à [Working Together Against Corona](#).
2. Sur ce même sujet, voir également le United States Institute of Peace, "[Don't Leave Fragile States Behind in the Fight against Coronavirus](#)", 31 mars 2020, et plus récemment la recherche menée par l'Université de Columbia et la Fondation Brenthurst qui examinent comment la confiance du public, le leadership et la culture politique ont eu un impact sur les réponses de 5 nations africaines au COVID-19, qui peut être consulté sur le [Futures Forum on Preparedness](#) ou le Briefing Paper No.127 de l'ECDFM, "[Simmering Tensions: the long-term impact of COVID-19 on Fragility and Conflict in Africa](#)", janvier 2021, entre autres.
3. Dans les pays couverts par cette recherche, Search a enregistré entre autres des incidents de désinformation sur le gouvernement ciblant des groupes spécifiques, refusant les services de COVID-19 à certains groupes, et de désinformation sur la source du COVID-19. La désinformation est également alimentée par les barrières de la langue et de l'alphabétisation qui touchent de manière disproportionnée certains groupes d'âge et genres.
4. L'Organisation mondiale de la santé, "[L'acceptation des vaccins est le prochain défi](#)", 4 décembre 2020.

Déterminants de la confiance

Notre analyse montre que **le niveau de confiance dans les efforts de réponse aux pandémies des gouvernements peut être évalué à travers quatre déterminants clés:**

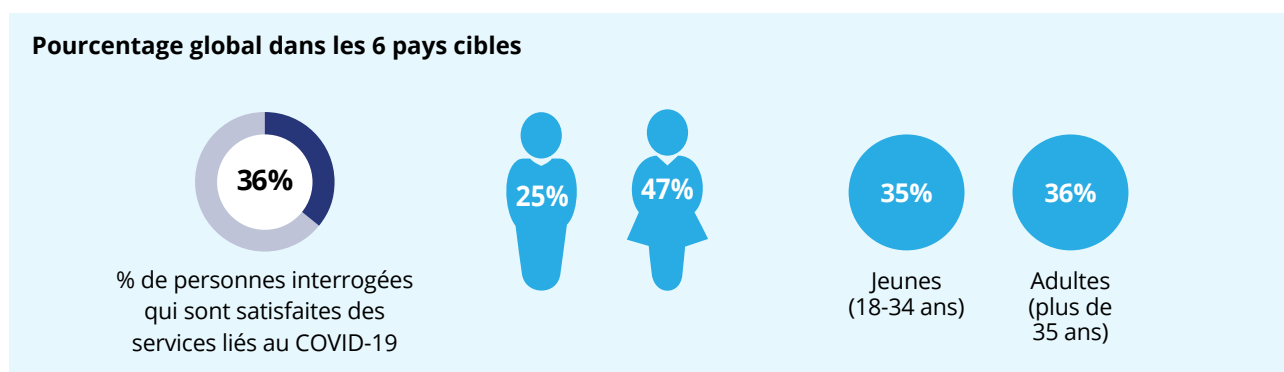


Le graphique 1 explore chaque catégorie, en détaillant les sous-déterminants de la confiance/méfiance pour chacune d'elles. En recueillant davantage de données sur cet écosystème de confiance/méfiance, nous serons en mesure d'évaluer quels sont les déterminants les plus critiques pour établir la confiance dans le gouvernement afin d'améliorer la réponse à la pandémie, ainsi que l'évolution de la confiance tout au long de la pandémie. En outre, nous serons en mesure de comprendre à quoi ressemble la confiance sur un continuum au sein de chaque catégorie et entre elles, afin de comprendre comment la confiance évolue au cours de la pandémie. Par exemple, au début d'une pandémie, l'accès à des informations (transparentes, correctes et actualisées) pourrait être le déterminant le plus important de la confiance, tandis qu'au milieu de la pandémie, ce serait plutôt l'accès à des services (rapides, équitables et de bonne qualité). Le graphique 1 explore les conséquences de la confiance/méfiance.

Graphique 1. Déterminants de la confiance et de la méfiance lors d'une pandémie dans les contextes affectés par un conflit

	Accès à l'information	Services gouvernementaux	Systèmes de réponse et de contrôle en cas de pandémie	Résilience socio-économique
Niveau élevé de confiance	<p>Accès à des informations fiables, dans des délais opportuns et qui parviennent à des groupes diversifiés et variés</p> <p>Des informations, données et sources largement reconnues</p> <p>Cohésion et coordination de l'information partagée à travers divers canaux d'information</p>	<p>Mise à disposition en temps utile de services publics pour la sécurité en cas de pandémie (ex : installations sanitaires adéquates, capacité de dépistage, etc.)</p> <p>Augmentation des mesures visant à combattre les effets secondaires de la pandémie (ex : services psychosociaux, soutien économique, etc.).</p> <p>Satisfaction élevée à l'égard des services gouvernementaux fournis</p>	<p>Explication et socialisation adéquates et adhésion aux protocoles de sécurité de la pandémie (ex : confinements, couvre-feux, etc.)</p> <p>Ampleur de la pandémie et transparence du gouvernement</p> <p>Application des protocoles de sécurité basée sur les droits</p> <p>Processus inclusifs et participatifs pour informer la réponse à une pandémie (ex : entre les gouvernements, les citoyens, la société civile, etc.)</p>	<p>Accès à des moyens de subsistance alternatifs et à un soutien économique</p> <p>Transparence dans l'utilisation des fonds de secours en cas de pandémie</p> <p>Institutions et politiques solides pour gérer les retombées économiques</p> <p>Initiatives soutenues par le gouvernement pour gérer l'impact social de la pandémie (ex : renforcement de l'unité, messages, etc.).</p>
Faible niveau de confiance	<p>Accès inéquitable aux informations relatives à la pandémie</p> <p>Impossibilité d'accéder à des informations dans des délais opportuns ou fiables</p> <p>Confusion quant aux sources et canaux d'information de confiance</p> <p>Des récits, des informations et des données concurrents sur les canaux d'information (désinformation, rumeurs, etc.).</p>	<p>Manque général d'accès ou accès inéquitable aux établissements de santé, aux tests et aux équipements de protection individuelle</p> <p>Manque de services de soutien pour combattre les effets secondaires de la pandémie</p> <p>Faible satisfaction à l'égard des services gouvernementaux fournis</p> <p>Détérioration des services existants</p> <p>Prestation de services non coordonnée ou mal gérée</p>	<p>Mise en œuvre brutale des protocoles de pandémie</p> <p>Inégalités et disparités perçues ou réelles dans l'accès au soutien lié à la pandémie</p> <p>Mauvais usage ou abus de pouvoir et ciblage de certaines personnes sous le couvert de la réponse à la pandémie.</p> <p>Censure gouvernementale, politisation ou désinformation sur l'ampleur de la pandémie</p> <p>Absence de processus participatifs inclusifs pour informer les réponses à la pandémie</p>	<p>Perte d'emplois, notamment dans le secteur informel</p> <p>Mauvaise gestion des fonds de secours en cas de pandémie</p> <p>Augmentation de l'inflation et des prix des produits de base</p> <p>Incapacité du gouvernement à gérer les retombées économiques</p> <p>Absence d'initiatives soutenues par le gouvernement pour faire face à l'impact social de la pandémie et/ou rhétorique divisée ou politisée qui exacerbe les divisions sociales</p>

Ce premier cycle de collecte de données a déjà permis de dégager des enseignements intéressants. Dans nos six pays d'intervention, les **personnes interrogées ont eu tendance à faire davantage confiance au gouvernement lorsqu'elles ont demandé des services liés au COVID-19 et qu'elles ont été satisfaites des services reçus, tandis que la confiance a diminué lorsque les personnes interrogées se sont senties insatisfaites des services demandés ou n'ont pas obtenu de réponse du tout, ce qui montre que les citoyens accordent plus de valeur à la qualité de la réponse qu'à la réactivité en général.**⁵ Il existe un risque que le mécontentement croissant à l'égard de la provision par le gouvernement de services liés au COVID-19 (ou l'absence de tels services) ne conduise à de nouveaux mouvements de protestation dans les pays touchés par des conflits, où le mécontentement à l'égard des autorités peut déjà être élevé (en particulier parmi certains groupes, comme les jeunes ou certains groupes religieux ou politiques), et n'affecte encore plus négativement la crédibilité et la légitimité du gouvernement. Cela pourrait à son tour entraver les efforts de déploiement du vaccin par le gouvernement et ses partenaires nationaux et internationaux. On peut se demander si le gouvernement national est le mieux placé pour défendre le déploiement des vaccins dans des contextes où les niveaux de confiance sont faibles, ou si d'autres acteurs seraient mieux placés pour le faire.



Les conséquences négatives de la méfiance à l'égard des autorités sont particulièrement aiguës dans les sociétés touchées par un conflit, car cette méfiance peut avoir des effets en chaîne sur des communautés déjà divisées par le conflit et encore plus isolées en raison de la pandémie. **Les communautés dans un contexte de conflit sont fortement conscientes de leurs revendications – celles-là mêmes qui tendent à conduire et à alimenter le conflit – et la méfiance à l'égard de la réponse du gouvernement à la pandémie ne fait qu'exacerber ces revendications.** Au Nigeria, les communautés de certaines régions ont l'impression que le gouvernement donne la priorité aux populations musulmanes pour l'obtention de services publics, et seulement 26 % des personnes interrogées sont d'accord pour dire que le gouvernement fait de son mieux pour prendre en compte les besoins de tous de manière égale lorsqu'il prend des décisions concernant les services⁶ contre le COVID-19. Dans un contexte où les conflits ont tendance à se dérouler selon des clivages ethno-religieux, ces perceptions sont incroyablement inquiétantes. Certaines communautés touchées par le conflit en République démocratique du Congo (RDC) vont jusqu'à brouiller les pistes entre le conflit et la pandémie, certains croyant que le COVID-19 (comme Ébola) est un programme d'« extermination » des communautés du Nord-Kivu, d'autant plus que les citoyens sont témoins du non-respect des protocoles de sécurité du COVID-19 par les autorités gouvernementales.⁷ Les (jeunes) femmes sont déjà touchées de manière disproportionnée par le conflit, ce qui les rend encore plus vulnérables à l'impact de la pandémie. Les enseignements tirés de l'épidémie d'Ébola en Afrique de l'Ouest et en RDC montrent que les **femmes dans les sociétés touchées par un conflit sont confrontées à de plus grandes inégalités dans l'accès à l'information et aux services, à une augmentation de la violence liée au genre et sont plus susceptibles de subir des conséquences plus importantes à court et à long terme pendant les crises sanitaires.**⁸ Au Nigeria, les cas de violence liée au genre signalés ont augmenté de 140 % en un mois (entre mars et avril 2020).⁹

5. Dans nos six pays de recherche, 57 % des personnes ayant demandé des services liés au COVID-19 à leur gouvernement et n'ayant pas été satisfaites ou n'ayant pas obtenu de réponse, ne font pas confiance à leur gouvernement. En revanche, 73 % des personnes interrogées qui ont été satisfaites des services fournis font confiance à leur gouvernement, ce qui indique que la satisfaction des services est corrélée à la confiance dans les gouvernements.

6. Search for Common Ground, [Nigeria Conflict Snapshot](#), décembre 2020.

7. Search for Common Ground, "Tupone Wote Pamoja: [Conflict Scan](#)," septembre 2020.

8. Search for Common Ground, ([document de travail n° 1 du COVID-19 : le genre et la crise du COVID-19 dans les contextes de conflit](#)). 2020.

9. ONU Femmes avec l'UNFPA, l'UNODC et l'UNICEF, mai 2020, [Gender Based Violence in Nigeria during The COVID-19 Crisis : La pandémie de l'ombre Pandemic](#).

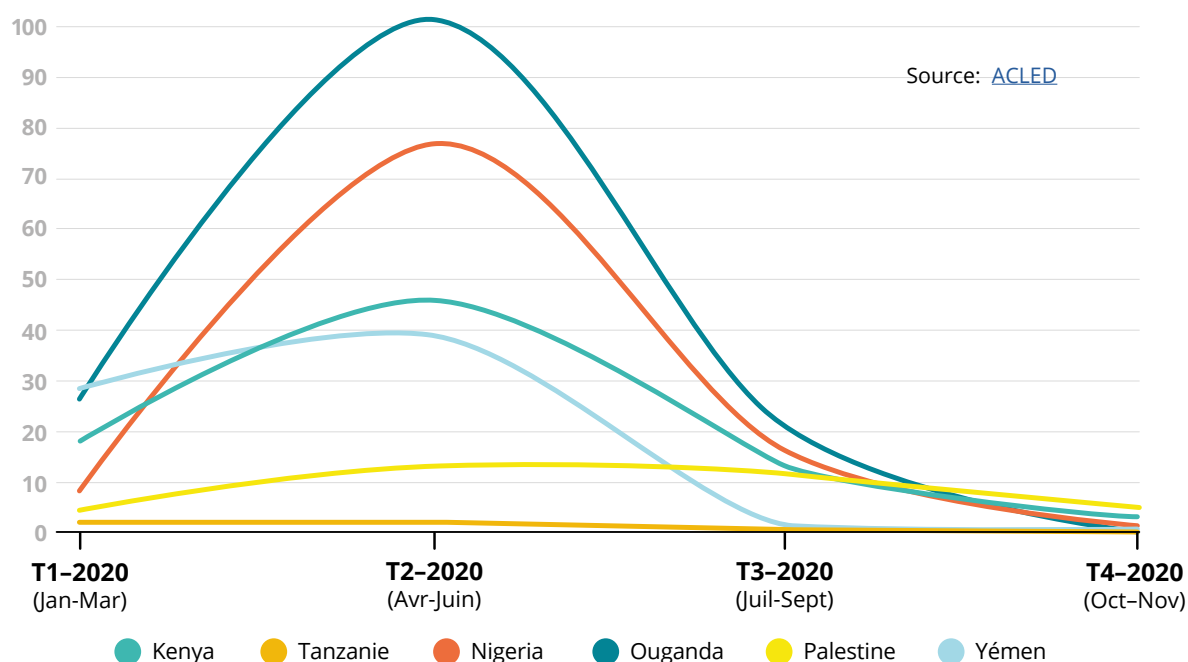
Graphique 2 : Conséquences de la confiance et de la méfiance pendant une pandémie

	Accès à l'information	Prestation de services gouvernementaux	Mesures d'intervention en cas de pandémie et systèmes de contrôle	Résilience socio-économique
Conséquences lorsque la confiance est élevée	<p>Adhésion aux directives et réglementations recommandées et partagées via les canaux d'information</p> <p>Réduction des taux de désinformation et des rumeurs</p> <p>Réduction de la stigmatisation de certains groupes et/ou survivants</p> <p>Niveau élevé de confiance dans les messages des médias sur la réponse au COVID-19</p>	<p>Acceptation des services fournis, sans discrimination à l'égard des minorités, des groupes ethniques, etc.</p> <p>Une plus grande cohésion sociale parmi et entre les communautés qui partagent des ressources</p> <p>Réduction des cas de violence sur les ressources partagées et/ou contre les prestataires de services.</p> <p>Coopération et engagement positif avec les prestataires de services</p>	<p>Partage efficace de l'information et collaboration entre les civils, les organisations de la société civile, le gouvernement et les forces de sécurité dans la réponse à la pandémie</p> <p>Confiance des citoyens dans les systèmes de sécurité et de contrôle en cas de pandémie</p> <p>Augmentation des points d'entrée pour tirer parti de la collaboration autour de la réponse à la pandémie pour des processus de paix plus larges (ex: collaboration entre groupes divisés, cessez-le-feu, etc.)</p> <p>Moins de violations des droits des citoyens et d'affrontements entre les citoyens et les agences de sécurité</p>	<p>Réduction des taux de violence contre les femmes et les enfants au sein des ménages</p> <p>Amélioration de la cohésion sociale et du sentiment d'unité pour « combattre un ennemi commun »</p> <p>Réduction des taux de criminalité et de vol</p> <p>Diminution des cas de désobéissance civile et de protestations violentes</p>
Conséquences lorsque la confiance est faible	<p>Rejet de l'existence du COVID-19</p> <p>Réduction de la crédibilité et de la confiance dans les informations sur le COVID-19 et/ou prolifération de la désinformation et des rumeurs</p> <p>Moindre respect des mesures de protection et de prévention et/ou moindre volonté de se faire vacciner</p> <p>Une stigmatisation sociale accrue liée à la</p>	<p>Risque d'instrumentalisation de la réponse au COVID-19 selon des critères politiques, religieux ou ethniques</p> <p>Perceptions négatives de la communauté concernant la provision de services liés à la pandémie (ex : perceptions de corruption, de services inéquitables ou d'exclusion, etc.)</p> <p>Contrecoup de ce qui est perçu comme des services inadéquats ou inéquitables liés à la pandémie (ex : protestations, violence collective, attaques ou affrontements contre certains groupes, etc.)</p> <p>Des tensions et des divisions accrues lorsque la provision de services COVID-19 est perçue comme inégale et/ou politisée</p> <p>Vulnérabilité accrue des groupes marginalisés lorsque la prestation de services ne les inclut pas de manière équitable (ex : les femmes, les personnes déplacées, les réfugiés, etc.)</p>	<p>Plus de tensions/conflits (protestations, criminalité, affrontements) et instabilité</p> <p>Sentiment d'insécurité</p> <p>Collaboration et partage d'informations inefficaces entre les citoyens, les gouvernements et les acteurs de la sécurité</p> <p>Affrontements entre les citoyens et les acteurs de la sécurité</p> <p>Réduction de la conformité ou rejet des mesures de prévention et de protection et des vaccins potentiels</p> <p>Les conflits et la violence pré-pandémiques augmentent lorsque des approches sensibles aux conflits ne sont pas adoptées pour la réponse à la pandémie et que la réponse et/ou les effets de la pandémie aggravent les lignes de conflit préexistantes</p>	<p>Perte d'emplois, notamment dans le secteur informel</p> <p>Mécanismes d'adaptation négatifs pour répondre aux besoins fondamentaux (ex : vol, criminalité, etc.).</p> <p>Augmentation de la violence liée au genre et de la violence sexuelle</p> <p>Des divisions et des tensions accrues parmi et entre les groupes et les communautés qui se disputent les ressources</p> <p>Prolifération des divisions fondées sur l'identité à mesure que les interactions entre les groupes diminuent</p>

Décortiquer la relation entre la violence et les mesures de réponse au COVID-19 dans les pays touchés par des conflits

Jusqu'à présent, la pandémie n'a pas contribué à une augmentation radicale des conflits ou à une violence à grande échelle, bien que plusieurs événements violents aient été signalés, principalement des protestations et des émeutes. Ces événements ont atteint un pic en avril et juin 2020 dans nos 6 pays cibles,¹⁰ et sont directement corrélés aux mesures de contrôle du COVID-19 mises en place. Il s'agit notamment d'attaques collectives contre des individus soupçonnés d'être liés au virus ou de le propager,¹¹ de manifestations contre les mesures de confinement et de prévention de la pandémie, de violences sexuelles, etc. **Alors que les pays doivent faire face à une deuxième ou troisième vague du virus, à ses retombées économiques et autres effets secondaires, ainsi qu'au maintien ou à de nouvelles mesures liées à la pandémie (ex : la mise en place d'un vaccin), la violence et les conflits risquent d'augmenter.**

Graphique 3 : Incidents violents pendant la pandémie de COVID-19



Nous continuerons d'analyser les tendances importantes liées aux événements violents dans les prochains rapports, mais il est essentiel de comprendre certains éléments préliminaires. **Dans les sociétés touchées par un conflit, les institutions, les politiques et les systèmes de gouvernance déjà faibles ou inadéquats ont contribué à l'augmentation des affrontements pour les ressources naturelles,¹² des petits délits et de la violence liée au genre dans le contexte de la pandémie.** En outre, la désinformation et les rumeurs propagent des fausses informations et récits dangereux liés à la pandémie. Des recherches supplémentaires sont nécessaires pour comprendre si la stigmatisation associée au virus a conduit à des attaques contre des groupes spécifiques, tels que les réfugiés ou d'autres personnes considérées comme des « étrangers » dans les communautés. Dans certains cas, ces stigmates ont été exacerbés par le non-respect des mesures ou l'incapacité à accéder aux services de soutien par certains groupes.¹³ Ce type de stigmatisation peut également poser un défi particulier aux agents de santé venant de l'extérieur des communautés, ce qui peut conduire à leur rejet et à des attaques directes à leur encontre et les infrastructures de santé, comme cela a été observé dans la réponse à Ebola et au COVID-19. Avec les nouvelles directives et mandats liés au COVID-19, la capacité de la police à répondre à la criminalité et aux autres problèmes de sécurité a largement diminué, renforçant les cycles de criminalité et d'insécurité. Dans plusieurs pays, le recours à la force par les agences de sécurité sous le couvert de l'application de lois COVID-19 a connu des pics notables, entraînant un nombre élevé de victimes de la violence policière dans certains pays. Dans les pays touchés par des conflits et où les relations entre les citoyens et les forces de sécurité sont souvent déjà tendues, le fait de donner à ces forces de sécurité des mandats et des pouvoirs étendus pour imposer des mesures de confinement peut conduire à de

10. Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED), 2020, Direct COVID-19 Disorder Events, [Curated Data | ACLED \(acleddata.com\)](#).

11. Dans de nombreux endroits, certains groupes sont plus susceptibles d'être associés à la propagation du COVID-19, comme les réfugiés, les étrangers, les travailleurs de la santé, etc.

12. Par exemple, des affrontements pour l'accès à l'eau pour le lavage des mains dans des contextes déjà confrontés à la pénurie d'eau et à des conflits pour l'eau au Yémen ou entre les réfugiés et les communautés d'accueil en Ouganda pour l'accès aux matériaux naturels pour la production d'objets artisanaux, avec des restrictions de mouvement limitant l'espace disponible pour chaque groupe pour collecter ce dont il a besoin.

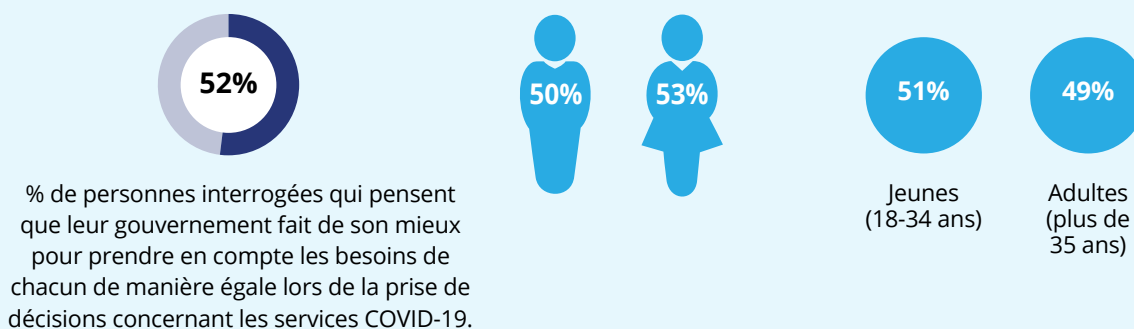
13. Dans le nord de l'Ouganda, les réfugiés sont souvent considérés comme des transmetteurs probables du COVID-19 et sont donc victimes d'une stigmatisation accrue, y compris de la part des autorités sanitaires ougandaises. Cela les empêche de se conformer aux mesures de contrôle et d'accéder aux services. Par exemple, ils hésitent à se présenter pour un test de dépistage du COVID-19 en raison de la stigmatisation accrue à laquelle ils sont confrontés.

nouvelles tensions et violences, comme nous l'avons vu par exemple avec les manifestations contre le SARS au Nigeria. **Cet aspect doit également être considéré lorsque les pays se préparent au déploiement des vaccins ; si certains pays déploient la police ou l'armée pour soutenir ces efforts, cela pourrait entraîner un rejet supplémentaire des programmes de vaccination et/ou une augmentation des débordements violents.**

Améliorer la confiance et les relations entre les citoyens et les gouvernements pour le déploiement des vaccins

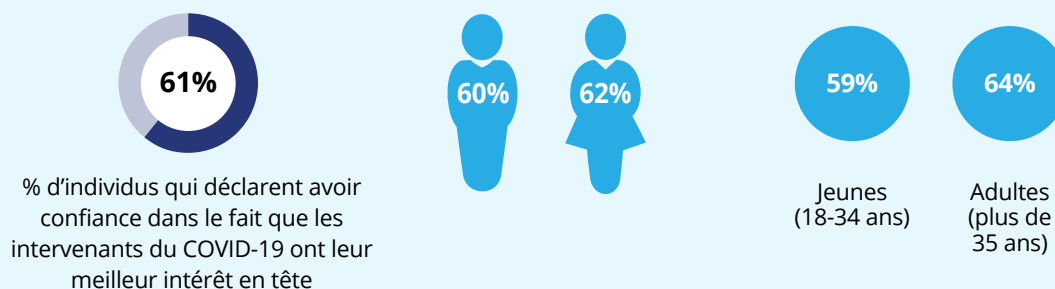
Actuellement, la confiance dans les autorités est, en moyenne, relativement faible dans les six pays de cette recherche, tout comme les niveaux de satisfaction à l'égard des services fournis par le gouvernement contre le COVID-19. Les données ont révélé des risques et des opportunités majeurs liés à cette situation, lors de la planification d'un déploiement potentiel du vaccin dans des situations de conflit. **Le manque de confiance dans le système de réponse du gouvernement a affecté la confiance dans les informations relatives au COVID-19 partagées par différents canaux médiatiques, et dans plusieurs cas, les informations provenant directement du gouvernement ont été perçues comme inexactes ou (volontairement ou non) incomplètes.** Dans plusieurs cas, des informations erronées ont contribué à faire croire que certains groupes étaient ciblés de manière disproportionnée par des mesures de riposte musclées et des restrictions en général, ou que ceux qui ont attrapé le COVID-19 avaient un comportement inhabituel.¹⁴ Ces tendances sont inquiétantes, surtout si l'on considère que la méfiance et l'insatisfaction générales peuvent se transformer en une méfiance aiguë associée à des récits spécifiques qui suscitent la peur. Pendant la crise d'Ébola en Afrique de l'Ouest et plus récemment en RDC, des tendances similaires ont, par exemple, empêché les agents de santé d'opérer, et dans plusieurs cas, ils ont été attaqués par des membres de la communauté.

Pourcentage global dans les 6 pays cibles



Cependant, dans tous les pays, les personnes interrogées disent faire plus confiance aux personnes travaillant directement sur la réponse COVID-19 qu'au gouvernement, ce qui indique qu'elles ne les considèrent pas comme le même groupe.¹⁵ Plus important encore, les travailleurs du COVID-19 ont une opportunité unique d'adapter leur travail aux dynamiques en cours dans les pays et d'amplifier les messages, de s'assurer que le soutien est proposé de manière égale, et de minimiser la peur et la désinformation. Au Kenya, par exemple, les communautés ont noté que les personnes engagées dans les mécanismes d'intervention et qui fournissaient le soutien nécessaire étaient des acteurs locaux. Dans plusieurs pays, **l'importance de la langue locale et de l'implication des acteurs locaux a été soulignée comme un point fort et une opportunité à exploiter pour assurer une plus grande confiance dans la réponse COVID-19, ce qui sera particulièrement important pour le déploiement du vaccin.**

Pourcentage global dans les 6 pays cibles



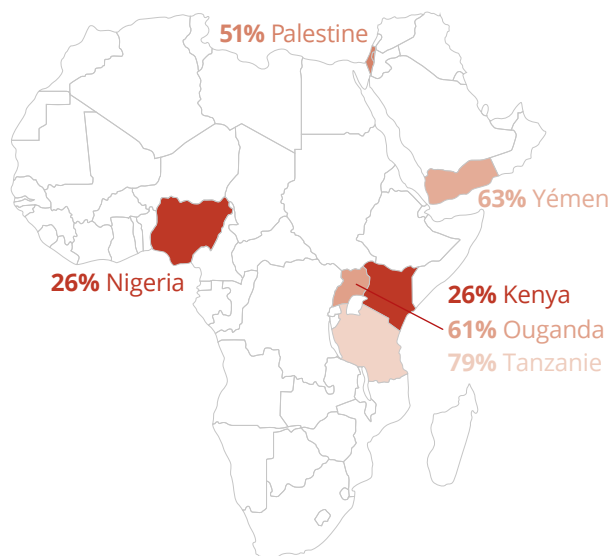
14. Dans les groupes de discussion, les personnes interrogées dans plusieurs pays ont mentionné que des informations étaient diffusées, suggérant que les personnes ayant contracté le virus étaient punies par Dieu, ou qu'il était tout à fait impossible de l'attraper dans les régions chaudes car la chaleur tue le virus.

15. Dans l'ensemble des pays étudiés dans les régions MENA et Afrique, 61 % des personnes interrogées font confiance aux intervenants COVID-19, alors que seulement 52 % font confiance à leur gouvernement.

Les personnes qui se sont appuyées sur d'autres services et des acteurs extérieurs au gouvernement étaient dans plusieurs cas plus susceptibles d'avoir également une plus grande confiance dans le gouvernement, ce qui suggère que ces relations positives avec les acteurs non gouvernementaux peuvent en fait soutenir la confiance dans la réponse COVID-19 de manière plus générale et atténuer les tensions entre les citoyens et le gouvernement dans certains cas. Des recherches supplémentaires seront menées dans la prochaine série de rapports en 2021 pour identifier les groupes d'acteurs qui contribuent à cette dynamique.

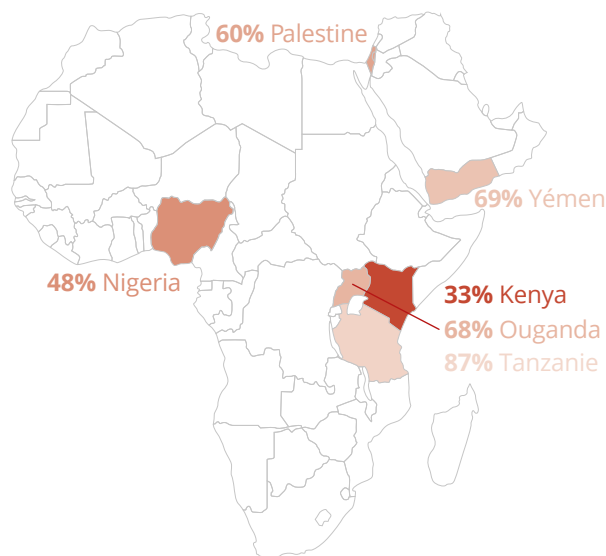
Confiance envers les gouvernements

% de personnes interrogées qui pensent que leur gouvernement fait de son mieux pour prendre en compte les besoins de chacun de manière égale lors de la prise de décisions concernant les services COVID-19.



Confiance dans les intervenants COVID-19

% d'individus qui déclarent avoir confiance dans le fait que les intervenants COVID-19 ont leur meilleur intérêt en tête.



Satisfaction avec les services liés au COVID-19



Recommandations

Continuer les recherches et analyses

Mener des recherches et des analyses supplémentaires pour mieux comprendre la causalité entre la confiance et la méfiance à l'égard du gouvernement et la manière dont la confiance/méfiance contribue à une réponse efficace à la pandémie et au rétablissement post-pandémique dans les situations de conflit. Cela nous aidera à affiner la manière dont nous soutenons les gouvernements pour améliorer leur capacité à mener des interventions de confiance, ce qui sera particulièrement important pour le déploiement d'un vaccin.

Développer une analyse transversale pour comprendre les autres déterminants de la confiance dans la réponse à la pandémie en relation avec les acteurs non gouvernementaux. Dans tous les pays, les personnes interrogées ont déclaré faire plus confiance aux personnes travaillant dans la lutte contre COVID-19 (ex : prestataires de soins de santé, ONG internationales, organisations communautaires, etc.) qu'au gouvernement. Cependant, une confiance accrue dans les acteurs non gouvernementaux n'est pas nécessairement corrélée à une absence de méfiance envers les autorités. Les résultats de [l'analyse des conflits](#) menée par Search en RDC démontrent ces complexités. L'analyse a révélé que le manque de confiance dans les autorités gouvernementales et les ONG internationales alimentait les rumeurs et la suspicion à l'égard du COVID-19 ; de nombreuses communautés croyant que le COVID-19 est un système de corruption dont bénéficient à la fois le gouvernement et les ONG internationales. En outre, les données de nos instantanés montrent que les personnes qui se sont appuyées sur des acteurs non gouvernementaux étaient plus susceptibles d'avoir une plus grande confiance dans le gouvernement, tandis que les enseignements tirés d'Ébola ont montré que d'autres acteurs de confiance tels que les chefs traditionnels, les chefs religieux et autres peuvent avoir le même effet. Des recherches et des analyses supplémentaires peuvent aider à clarifier les bonnes approches et les bons acteurs à engager dans différents contextes, ce qui sera particulièrement important pour assurer un déploiement efficace du vaccin.

Atténuer les risques et exploiter les opportunités

Soutenir des processus inclusifs et participatifs pour la réponse au COVID-19, en particulier pour le déploiement du vaccin. L'absence de processus inclusifs et participatifs pour informer les stratégies de réponse à la pandémie dirigées par le gouvernement non seulement diminue la confiance dans le gouvernement, mais mène également à des stratégies qui ne répondent pas de manière adéquate aux besoins de tous. Les personnes interrogées ont régulièrement mentionné le besoin de se sentir incluses et engagées aux côtés du gouvernement et des autres intervenants afin d'avoir confiance dans le fait que leurs besoins sont pris en compte et satisfaits. En outre, si les facteurs de stress liés à la pandémie sont inévitables, les processus participatifs peuvent réduire les sentiments d'exclusion et de marginalisation ainsi qu'améliorer le sentiment que le gouvernement fait de son mieux pour répondre aux besoins de tous et de manière équitable. Les leçons tirées d'Ébola montrent que les femmes sont moins susceptibles d'être touchées par les campagnes d'information sur la vaccination en raison des obstacles liés au genre, et même lorsqu'elles peuvent accéder à des informations précises, elles peuvent être moins susceptibles ou en mesure de suivre les recommandations. L'expérience des femmes en matière de discrimination peut entraîner une méfiance à l'égard des sources d'information officielles, tandis que la déresponsabilisation et les expériences de violence et de traumatisme peuvent accroître le fatalisme et réduire le respect des mesures de prévention et de protection.¹⁶ Lorsque les parties prenantes cherchent à s'assurer que les besoins des femmes sont pris en compte pendant la pandémie, elles doivent les impliquer tout au long du processus afin de garantir des stratégies tenant compte du genre.

Établir des mécanismes plus efficaces pour atténuer la désinformation et les rumeurs lors du déploiement du vaccin. Les fausses informations et les rumeurs peuvent rapidement aggraver les crises dans les sociétés touchées par des conflits, ce qui a amplement été documenté pendant la crise d'Ébola. Pour favoriser une plus grande confiance dans la réponse aux pandémies, les citoyens doivent avoir accès à des outils et des ressources qui les aident à clarifier quelles informations croire et pourquoi. Au cœur de ces efforts figurent entre autres la formation des professionnels des médias à l'importance du reportage factuel et à la manière de le faire ainsi que l'accès à des sources d'information fiables par le biais de programmes médiatiques dédiés qui démantèlent les rumeurs et la désinformation. Les gouvernements devraient pouvoir bénéficier des opportunités, ressources et outils nécessaires pour affiner leurs stratégies de communication dans ce sens et devraient être habilités à travailler en partenariat avec d'autres parties prenantes qui jouissent de la confiance et de la légitimité des communautés. En outre, il existe de bonnes opportunités de partenariat avec des influenceurs (musiciens, athlètes, artistes, etc.) qui jouissent d'une grande confiance, portée et légitimité auprès des citoyens, afin d'augmenter la portée et la résonance des campagnes d'information qui ciblent la désinformation et les rumeurs.

Soutenir les approches sensibles aux conflits pour éviter d'exacerber les dynamiques de conflit existantes ou de créer de nouveaux conflits. Les parties prenantes impliquées dans la réponse à la pandémie, qu'il s'agisse d'acteurs gouvernementaux ou non gouvernementaux, doivent régulièrement tenir compte des dynamiques de conflit existantes pour adopter des approches sensibles aux conflits. Par exemple, dans le nord et l'ouest de l'Ouganda, les tensions entre les communautés de réfugiés et d'accueil, qui sont déjà confrontées à des pressions sur les ressources et à d'autres défis, ont augmenté pendant la pandémie, entraînant parfois des violences. Les prestataires de services doivent tenir compte de ces dynamiques dans leurs interventions afin d'éviter de continuer à exacerber ces tensions en apportant un soutien à un seul groupe par exemple. Les questions clés qui devraient guider les gouvernements et les intervenants en santé publique alors qu'ils se préparent à déployer les vaccins contre le COVID-19 sont les suivantes : comment les programmes de vaccination contre le COVID-19 peuvent-ils éviter d'attiser davantage les tensions dans les milieux touchés par les conflits, s'ils sont perçus comme favorisant certains groupes, si la communication se fait dans les langues du ou des groupes dominants, etc. ?

Identifier les points d'entrée pour renforcer la résilience et la cohésion sociale afin d'aider les communautés à s'en sortir. Les communautés en situation de conflit ont souvent développé au fil du temps des mécanismes d'adaptation pour gérer et faire face aux crises - ceux-ci devraient être amplifiés. Les gouvernements devraient être habilités à puiser dans les ressources existantes pour répondre aux crises ; les mécanismes communautaires existants qui s'attaquent aux problèmes quotidiens devraient être soutenus ; et les chefs religieux et communautaires de confiance devraient avoir accès à des plateformes afin de pouvoir atteindre une masse critique de citoyens avec des messages de paix et des informations fiables. En outre, de nombreuses personnes interrogées aspirent à une plus grande collaboration horizontale. Par exemple, au Kenya, 86 % des personnes interrogées ont déclaré avoir perçu la valeur de l'interaction au-delà des clivages pour la réponse au COVID-19, montrant ainsi que divers groupes peuvent se réunir pour relever des défis communs en temps de crise. Il convient de soutenir les programmes novateurs visant à susciter ce type de collaboration.

16. Lijiang Shen , Celeste M. Condit & Lanelle Wright (2009) The psychometric property and validation of a fatalism scale, *Psychology & Health*, 24:5, 597-613.